

Université des sciences sociales de Bouzaréah

Les aspects unificateurs des pays du Maghreb vus par des scientifiques

L'université des sciences sociales de Bouzaréah abrite depuis hier un cycle de conférence sur « les aspects unificateurs entre les pays du Maghreb Arabe ». Cette manifestation s'inscrit dans le cadre des activités scientifiques organisées par le laboratoire de l'unité maghrébine à travers l'histoire, relevant du département d'histoire de l'université d'Alger. Ce colloque qui regroupe nombre de spécialistes, d'universitaires de différents domaines a vu aussi la participation du Secrétaire général du conseil consultatif de l'UMA M. Saïd Mokadem. Celui-ci et dans son intervention devant les participants a souligné que la région du Maghreb arabe recèle d'énormes potentialités humaines et naturelles, ajoutant que toutefois le processus d'unité maghrébine reste inaccessible. « Le monde d'aujourd'hui est en train de s'organiser en entités internationales et régionales sans limites, basées sur les intérêts communs, notamment économiques », a-t-il relevé, d'où l'importance d'un Maghreb arabe Unifié. Pour sa part, le recteur de la faculté des sciences humaines et sociales, de l'université d'Alger, M. Abdelhamid Arab, a indiqué que l'importance des regroupements régionaux, dictés par la conjoncture mondiale actuelle, estimant que les pays du Maghreb sont « condamnés à s'unir ».

», ajoutant que cela s'inscrit dans la poursuite des actions visant à préserver la mémoire collective de la région, un travail qui nécessite, selon elle, « de gros efforts et des recherches approfondies ». « A l'ère de la mondialisation, il est impératif d'œuvrer pour sauvegarder la mémoire des générations passées de la région », a-t-elle dit.

Le vice-recteur de l'université d'Alger, M. Khemissi Hamidi, a fait remarquer aussi que la tenue de cette rencontre coïncide avec la commémoration du 49e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youcef. Il a précisé que cette manifestation s'inscrit dans le cadre des activités scientifiques des 35 laboratoires que compte l'université d'Alger.



Ph. : T. Rouabah



Rappelant qu'à travers l'histoire, la région du Maghreb arabe a été toujours unie, M. Khemissi a relevé que l'unité maghrébine « ne soit évoquée que dans les moments les plus critiques de l'histoire de la région ».

M. T.

Session ministérielle des ministres de la Défense des pays de l'OTAN à Seville

Au programme, une rencontre avec les ministres de la Défense euroméditerranéens

De notre envoyé spécial Tahar Mohamed Al Anouar

La session ministérielle qui regroupe à partir d'aujourd'hui à Séville, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN, a dans son agenda une rencontre entre l'OTAN et les ministres de la Défense des pays du dialogue méditerranéen. Depuis ses dernières années, l'Alliance a toujours cherché à conforter ce dialogue et à multiplié les initiatives dans ce sens. La rencontre de Séville perpétue le mouvement. Le secrétaire général de l'Alliance, M. Jaap De Hoop Scheffer faisait remarquer récemment encore que l'OTAN n'a ni les moyens, ni l'ambition de devenir le gendarme du monde, mais qu'elle ne pouvait se passer de partenaires.

L'ensemble des alliés se rendent compte, ajoutait le premier responsable de l'organisation, que face à tous les défis qui ont un caractère planétaire, il faut que l'OTAN réagisse. C'est ce qu'elle est en train de faire, concluait-il.

Dans le cadre de ces partenariats initiés par l'Alliance, le dialogue méditerranéen constitue un volet important.

La session ministérielle de Séville lui consacrera une rencontre. Le sommet de Riga, en Lettonie, avait réaffirmé le droit pour tout partenaire de solliciter la tenue de consultations avec l'Alliance.

Les participants au Sommet s'étaient félicités des progrès accomplis dans la mise en place du cadre plus ambitieux et plus large pour le dialogue méditerranéen approuvé déjà au sommet d'Istanbul. Des initiatives avaient été prises lors du sommet de Riga pour le compte du dialogue

méditerranéen étendu aux pays de l'initiative pour le Proche-Orient et les pays du Golfe.

L'Alliance se déclarait prête à partager ses compétences en matière de formation. L'idée de la création d'un centre de coopération pour la sécurité dans la région qui appartiendrait aux pays du dialogue méditerranéen et de l'initiative pour les pays du Golfe (LCI) a été lancée à Riga. Ce centre fonctionnerait avec un financement régional et une aide de l'OTAN.

Les pays membres de l'OTAN fondaient l'espoir que cette initiative soit mise en œuvre en temps utile, en concertation avec les partenaires.

La question sera donc au menu des discussions entre ministres de la Défense des pays membres et ceux du dialogue.

Le partenariat avec les pays du dialogue se décline sous la forme d'un programme de travail annuel qui porte comme le souligne dans leurs interventions les responsables de l'organisation, sur un large éventail d'activités, incluant l'échange d'informations, les plans civils d'urgence, les sciences et l'environnement, la gestion des crises, la politique et la stratégie de défense, un programme de coopération militaire.

Le dialogue méditerranéen, c'est aussi la promotion du dialogue politique, à travers des séries de consultations au niveau diplomatique, ministériel, voire des chefs d'Etat. Les responsables de l'Alliance semblent soucieux d'améliorer la perception de l'Alliance dans les pays méditerranéens et ceux de l'initiative de coopération d'Istanbul (LCI). C'est pourquoi la multiplication d'initiatives en direction de ces pays est dans l'agenda de l'Alliance. Cette

amélioration de la perception de l'Alliance dans la région réside dans une plus grande compréhension de la transformation de l'OTAN et de ses politiques actuelles.

Cela pousserait à dissiper les malentendus, relèvent les dirigeants de l'Alliance. Dans le cadre de ce dialogue, l'Algérie a toujours joué depuis son adhésion en 2000, un rôle non négligeable attesté par deux visites du Chef de l'Etat algérien au quartier général de l'OTAN à Bruxelles et d'une visite de l'actuel secrétaire général de l'Alliance en Algérie.

Toutes ces visites ont été jugées historiques par les observateurs politiques.

Le secrétaire général de l'OTAN M. Jaap De Hoop Scheffer avait souligné lors de sa visite à Alger que l'Algérie qui avait rejoint sur le tard, le dialogue pourtant, constituait aujourd'hui l'élément le plus dynamique et le plus entreprenant de celui-ci. Ces propos ont été réaffirmés par le premier responsable de l'OTAN à maintes reprises et tout récemment encore.

Il dénote l'excellence des relations entre les deux parties qui devraient aller toujours dans le sens d'intérêts communs à défendre.

T. M. A.

Caricatures portant atteinte au Prophète Mohammed (QSSSL)

Ouverture à Paris du procès contre un hebdomadaire français

Le procès intenté par la Grande Mosquée de Paris et l'Union des Organisations islamiques de France (UOIF) contre l'hebdomadaire français «Charlie hebdo» pour avoir publié en 2006 des caricatures blasphématoires à l'encontre du Prophète Mohammed (QSSSL), a débuté hier à Paris. Cet hebdomadaire avait

reproduit en février 2006 des caricatures blasphématoires publiées à la même période par un journal danois et qui portent atteinte au Prophète Mohamed (QSSSL). Pour M. Dalil Boubekeur, Recteur de la Grande mosquée de Paris et Président du Conseil français du Culte Musulman (CFCM), ces dessins blasphématoires sont

"susceptibles de jeter un sentiment de haine" sur tous les musulmans. Lors d'une conférence de presse donnée conjointement avec Maître Francis Szpiner, il avait indiqué que "c'est une affaire de caricatures qui incitent au racisme", tout en insistant sur la nécessité de lutter contre le racisme et l'islamophobie.

M. Saïd Mokadem, SG du Conseil consultatif de l'UMA

"Allez vers un Parlement maghrébin"

Le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), M. Saïd Mokadem, a réitéré hier à Alger lors du colloque sur le Maghreb arabe organisé par l'université d'Alger son appel à transformer le Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe en parlement maghrébin "à même de dynamiser davantage l'action maghrébine" a-t-il dit. M. Mokadem a insisté, colloque national sur "les aspects unificateurs entre les pays du Maghreb arabe", sur "la nécessité" de revoir la nature juridique de son institution pour "la hisser du rang d'institution consultative à celui d'une autre qui jouit de toutes les prérogatives de législation dans certains aspects", précisant que la réponse à cette proposition ne peut se faire que lors de la tenue d'un sommet de l'UMA.

Sahara occidental La Grande-Bretagne réitère son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé du Proche-Orient, de l'Afrique du nord et de la sécurité internationale, M. Kim Howells a réaffirmé la position du Royaume-Uni en faveur d'une solution juste et durable au conflit du Sahara occidental qui "prévoit le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination". M. Howells répondait mardi devant la chambre des Communes à une question du député travailliste, M. Jeremy Corbyn sur l'existence d'une éventuelle initiative au niveau des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

"Le Royaume-Uni appuie les efforts du Secrétaire général des Nations unies et de son envoyé personnel au Sahara occidental, M. Peter Van Walsum pour aider les deux parties à parvenir à une solution juste et durable ainsi qu'à un règlement politique acceptable qui prévoit l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental", a précisé M. Howells. "En octobre 2003, a rappelé M. Howells, le Conseil de sécurité (de l'ONU) avait adopté, à l'unanimité, la résolution 1720 portant renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) jusqu'au 30 avril 2007", soulignant que "le gouvernement (britannique) avait soutenu cette résolution et continuera à encourager l'ensemble des parties à coopérer avec les Nations unies", relevant toutefois qu' "il n'existe aucun plan en vue de la tenue d'un référendum dans un avenir proche". La position constante du Royaume-Uni en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, déjà réaffirmée par le passé par la voix de M. Howells, avait été au centre d'un débat historique à la chambre des Communes en octobre 2006. Elle a, par ailleurs, été réitérée dans le dernier rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme dans le monde publié par le Foreign Office.

Les déclarations du ministre britannique interviennent au moment où le Royaume marocain tente d'allier les Etats membres permanents au Conseil de sécurité à son "plan d'autonomie au Sahara Occidental".

Présidentielle en France Ségolène Royal relance sa campagne, Sarkozy prône l'ouverture

Des associations interpellent les candidats à la présidentielle pour "une autre politique d'immigration"

La campagne électorale pour la présidentielle du printemps prochain en France a donné lieu mardi soir à un meeting de la candidate socialiste Ségolène Royal qui, engagée dans une semaine cruciale, veut relancer sa campagne face à Nicolas Sarkozy, son concurrent de l'UMP, prônant "l'ouverture". Avant l'étape "cruciale" de dimanche prochain au cours de laquelle elle doit présenter son programme présidentiel, Mme Royal a animé mardi soir à Paris et devant plus de 5.000 militants et sympathisants, un meeting qui s'est démarqué des "débat participatifs" auxquels elle a pris part jusque-là. Dépassant la "mauvaise passe" du mois dernier, avec notamment des sondages en berne et le pillage de l'UMP, elle a affiché clairement sa détermination à "tenir bon". "Ceux d'en face, à droite et dans leurs relais dociles dans les médias, m'avaient déjà congédiée Je suis accusée de toutes les impotences, à la une d'hebdomadaires liés au pouvoir", a-t-elle dit.